

rh19

Revue d'histoire du XIX^e siècle

Numéro 16 (1998)

1848. Un modèle politique à l'épreuve

Pierre Lenoël et Jean-Jacques Yvorel

Introduction : 1848, un modèle politique à l'épreuve

Avertissement

Le contenu de ce site relève de la législation française sur la propriété intellectuelle et est la propriété exclusive de l'éditeur.

Les œuvres figurant sur ce site peuvent être consultées et reproduites sur un support papier ou numérique sous réserve qu'elles soient strictement réservées à un usage soit personnel, soit scientifique ou pédagogique excluant toute exploitation commerciale. La reproduction devra obligatoirement mentionner l'éditeur, le nom de la revue, l'auteur et la référence du document.

Toute autre reproduction est interdite sauf accord préalable de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France.



Revues.org est un portail de revues en sciences humaines et sociales développé par le CLEO, Centre pour l'édition électronique ouverte (CNRS, EHESS, UP, UAPV).

Référence électronique

Pierre Lenoël et Jean-Jacques Yvorel, « Introduction : 1848, un modèle politique à l'épreuve », *Revue d'histoire du XIX^e siècle* [En ligne], 16 | 1998, mis en ligne le 10 septembre 2008. URL : <http://rh19.revues.org/index124.html>
DOI : en cours d'attribution

Éditeur : Société d'histoire de la révolution de 1848

<http://rh19.revues.org>

<http://www.revues.org>

Document accessible en ligne à l'adresse suivante : <http://rh19.revues.org/index124.html>

Document généré automatiquement le 29 septembre 2009. La pagination ne correspond pas à la pagination de l'édition papier.

Tous droits réservés

Pierre Lenoël et Jean-Jacques Yvorel

Introduction : 1848, un modèle politique à l'épreuve

1 " Les conquêtes essentielles de la révolution de 1848 sont des conquêtes politiques non des conquêtes sociales " écrivait Jacques Godechot en 1967 dans la préface qu'il donnait à l'ouvrage de référence réalisé par Remi Gossez sur les ouvriers de Paris[°]. Cette prééminence des phénomènes politiques se confirme dans les articles présentés dans ce numéro consacré une nouvelle fois – cent-cinquantenaire oblige – à la révolution de 1848 et à la Seconde République. Dix contributions formant un volume dense, s'efforcent de traquer la singularité de 1848 au travers d'une trame politique qui affirme, dévoile ou recouvre parfois les questions sociales mais qui révèle surtout l'élaboration d'un lien politique fort dans des pays ou des régions en apprentissage démocratique.

Le suffrage universel est bien sûr présent dans la dizaine de consultations électorales mises en place entre 1848 et 1852. Il traduit des paysages politiques contrastés que Serge Bianchi éclaire grâce à une étude fine du phénomène électoral dans le Sud de l'île de France sous la Seconde République, en s'appuyant sur un ensemble d'archives dont l'exploitation est facilitée par la parution récente d'un guide de recherches consacré à l'histoire de l'Essonne au milieu du XIX^e siècle . L'auteur analyse en détail le déroulement et le résultat des élections présidentielles, législatives, cantonales et locales. Il rend compte à la fois de la participation importante du corps électoral, comparé à ce qu'elle fut dans la période révolutionnaire,- et de l'activité déployée pendant les campagnes électorales, menées dans une grande continuité par les notables déjà en place sous le régime précédent. Il montre ensuite l'émergence d'un comportement électoral qui, après quelques tâtonnements, sera celui d'un milieu rural rallié massivement au parti de l'ordre et au bonapartisme malgré l'existence de noyaux d'opposition républicains ou socialistes.

[°]Rémi Gossez, Les ouvriers de Paris, La Roche sur Yon, 1967, 447p (Bibliothèque Revol.1848 T.XXIV).

L'importance historiographique accordée au parti de l'ordre et à son conflit avec les démocrates, puis les démocrates socialistes a peut-être occulté un troisième courant celui des républicains modérés, dont traite Pierre Ardaillou dans l'étude qu'il consacre aux républicains "bleus" du Havre durant la seconde république. L'année 1848 fut en effet , dans le port normand , celle de l'affirmation d'une culture politique libérale incarnée le plus souvent par une élite de négociants , marqués par l'exemple des Etats-Unis et pour lesquels la République à laquelle ils aspiraient pouvait clore dans l'ordre , l'ère des révolutions.

Toutefois la position de ces républicains sur la question sociale – constitué par le refus de toutes réformes à propos du travail ou de l'éducation – allait leur faire connaître un relatif échec politique, notamment face à la menace d'un coup d'état " qu'un légalisme pointilleux "ne pouvait seul combattre. Les " bleus " surent tirer les leçons de ce décalage entre discours et réalité sociale. Ils proposèrent à la fin du Second Empire une meilleure réponse à ces questions. Comme au Havre, les débuts de la II^e République à Lyon étudiés par Bruno Benoit révèlent des enjeux qui sont d'abord politiques. A partir du regard de Joseph Benoit, quarante-huitard bientôt élu à l'Assemblée Constituante et de Joseph Bergier, très modéré, l'auteur s'efforce de lire les événements et les mesures prises par la municipalité rhodanienne entre février et juillet 1848. Il distingue comme il est d'usage, deux conceptions du régime politique à mettre en place, une république sociale à laquelle aspire Joseph Benoit quelque peu débordé sur sa "gauche" par les "Voraces" partisans d'un régime plus "rouge" et une république modérée défendue avec des nuances par des démocrates et des conservateurs tel Joseph Bergier. Au

contraire du Havre, républicains modérés et conservateurs semblent se regrouper dans un même parti de l'ordre. Les luttes qui vont opposer ces deux groupes sont sous-tendus par des références à l'histoire de la Grande Révolution à Lyon : deux mémoires vont s'affronter autour de 1793, de la question sociale et de la recherche d'une possible émancipation de la municipalité de Lyon par rapport au pouvoir central.

La démocratisation peut prendre parfois des chemins de traverse. C'est ce que montre l'article que Carole Lécuyer consacre aux Caisses d'épargne et particulièrement à celle de Paris dans la "tourmente" de 1848. Cette institution créée à Paris en 1818, représentative de "l'épargne du pauvre", placée sous la garantie de la "loyauté nationale" le 7 Mars 1848, va pourtant être remise en cause quelques mois plus tard, le 7 Juillet 1848 où un décret décide la liquidation des Caisses d'épargne et la suppression des livrets. L'auteur s'efforce d'avancer des explications qui prennent en compte d'abord la crainte habituelle des épargnants en période troublée mais aussi la grave crise financière qui suit les événements de Février et dans lesquels l'Etat impute la responsabilité des difficultés des finances publiques aux Caisses d'épargne. Pour faire face à cette situation, il va dans un premier temps limiter les remboursements puis pratiquer la liquidation forcée par la conversion en rente, démocratisant ainsi cet outil financier réservé jusque là à quelques privilégiés. Toutefois l'opération de liquidation ne sera pas menée à terme et les Caisses d'épargne, certes fort allégées, perdureront et seront rétablies.

Dénouer le jeu complexe des liens entre médecine et politique, tel est l'exercice auquel se livre Jean-Christophe Coffin au travers de sa contribution sur la création de la Société Médico-Psychologique, société savante de médecins aliénistes. Alors que la médecine mentale est en voie d'institutionnalisation étatique et de professionnalisation, certains de ses membres veulent constituer un espace de réflexion qui, au delà de la question médicale, englobe aussi bien la question sociale que les questions politico-administratives. Précédée par le lancement d'une revue dès 1843, la mise en place de la Société, retardée par les événements de Février, connaîtra jusqu'en 1852 des errements qui sont certes liés à des avatars politiques mais aussi et surtout à des clivages propres au milieu médical. Le débat politique amplifie tout au plus des interprétations divergentes de la pathologie mentale par des médecins qui se veulent des experts du corps social.

Bertrand Lejeune et Evelyne Lejeune-Resnick nous proposent un chassé-croisé à des milliers de kilomètres de la métropole entre l'île Maurice et celle de la Réunion où l'avènement de la Seconde République va provoquer la mise en lumière de tensions à l'œuvre dans ces sociétés coloniales. L'île Maurice, colonie francophone où l'esclavage a été aboli depuis 1834, est dominée par des familles blanches, haïssant l'Angleterre, vivant dans le souvenir de la France de 1789 et espérant de l'élection de Louis-Napoléon Bonaparte un retour dans le giron de la France même si le régime républicain n'a pas vraiment leurs faveurs. La Réunion, colonie française va être confrontée à l'abolition de l'esclavage, effective en décembre 1848, et qui heurte les intérêts politiques et économiques de colons hostiles à la république, malgré les efforts du commissaire envoyé par Paris. Les affranchis, pour des raisons inverses, ne montreront guère plus d'enthousiasme envers la révolution de Février: leurs préoccupations essentielles se porteront sur le droit au travail plutôt que sur l'exercice de la citoyenneté.

Plus près de la France, en Europe où 1848 fut aussi un moment politique déterminant, Fabrice Bensimon a choisi d'étudier la Grande Bretagne, en apparence épargnée par l'événement révolutionnaire, mais qui fut confrontée à des débats et polémiques autour du "droit au travail", des ateliers nationaux et du socialisme français. La société victorienne, en la personne de ses notables ne pouvait que réagir fort négativement aux "chimères" et autres utopies venues de France. Mais leurs discours étaient surtout destinés aux travailleurs anglais qui, par contraste devaient faire preuve de "modération" et de "bon sens". Cependant quelques groupes et personnalités suivent avec enthousiasme et espoir les débats français sur ces questions : les chartistes, les partisans irlandais, les radicaux comme Stuart Mill ou un socialiste comme

Robert Owen ont voulu eux aussi tirer des leçons de la Révolution de Février pour remettre en cause le modèle Britannique et faire de la question sociale une affaire d'Etat.

La Révolution de 1848 n'est pas, en Bavière, uniquement affaire de débats comme en Grande-Bretagne mais l'onde de choc parisienne rencontre, à Munich en particulier, un milieu en crise politique depuis plusieurs mois. Robert Beck montre qu'autour du rejet des personnes du roi Louis I^o et de sa maîtresse Lola Montès, c'est le parti catholique ultramontain qui, grâce à une influence croissante sur la société Bavaroise depuis le début des années 1840, va cristalliser un mouvement d'opposition visant au remplacement du roi et à l'instauration d'un état catholique. Les événements de mars 1848 à Munich ne permettront pas au parti catholique de réaliser ses objectifs immédiatement, les démocrates et surtout les libéraux conservateurs imposeront une autre solution. Mais il prendra en quelque sorte date pour l'avenir et s'appuiera sur les nouvelles libertés afin de créer les bases d'un futur parti catholique rayonnant dans toute l'Allemagne.

En écho lointain de tous ces bouleversements du milieu du XIX^o siècle, l'article de Jean El Gammal étudie le rôle et la place, à la fin du siècle, des vétérans de la Seconde République, surtout des parlementaires. Groupe finalement assez restreint, aux convictions politiques fort diverses, les anciens de 1848 s'expriment inégalement et se comportent assez peu en " anciens combattants ". Les hommages qui leur sont rendus par les représentants des plus jeunes générations républicaines sont plutôt discrets. Reste toutefois visible l'établissement de dynasties de républicains, assorti d'un langage politique qui nourrit l'idée de république.

Pour citer cet article

Référence électronique

Pierre Lenoël et Jean-Jacques Yvorel, « Introduction : 1848, un modèle politique à l'épreuve », *Revue d'histoire du XIXe siècle* [En ligne], 16 | 1998, mis en ligne le 10 septembre 2008. URL : <http://rh19.revues.org/index124.html>

Droits d'auteur

Tous droits réservés
